Fédération pour une Alternative Sociale et Ecologique

ASSEMBLEE GENERALE DE LA FASE DES 23/24 JANVIER 2010

Une nouvelle phase : consolider un rassemblement pour une alternative à gauche.

Changer ce monde, ne plus subir le système capitaliste qui détruit la planète, gaspille les capacités humaines et produit des inégalités et des guerres… Ces exigences, de plus en plus partagées, demandent une transformation des forces et des pratiques politiques.
Les éléments de recomposition et de décomposition des organisations politiques témoignent d'un changement d'époque. Les fondements de la vie politique traditionnelle sont visiblement inadaptés.
La Fédération a ce but fondamental : être un outil pour que les formes politiques nouvelles s'affirment et se consolident.

I. La Fédération s'est regroupée autour de trois convictions fortes :

1 – Le besoin de rassembler une force politique large, regroupant celles et ceux, qui veulent une alternative au système capitaliste. Toutes les traditions et courants du mouvement ouvrier, des luttes écologistes, féministes pour l'égalité et contre toutes les discriminations peuvent s'unir. Et ainsi peuvent former une alternative politique, des pratiques et des perspectives indépendantes des politiques sociales-libérales de la direction du PS, ou écolo-libérales de certains promoteurs d'Europe Ecologie. Il n'y aura pas de force efficace de transformation sans changer les rapports entre les citoyens, les mouvements sociaux, les institutions et les organisations politiques

2 – **La nécessité, pour que le rapport de force change à gauche, de donner un outil d'action commune** à un très grand nombre de militant-e-s des mouvements sociaux, des réseaux citoyens, des syndicalistes, des associatifs, des partis politiques. Notre choix, pour l'unité à construire, comporte le souci de donner l'occasion de dépasser les frontières entre le social, l'écologique et le politique. Nous voulons construire une nouvelle culture, des nouvelles pratiques politiques, combattre la dépossession du plus grand nombre. Il s'agit, de réduire et de viser à faire disparaître les rapports de délégation à des professionnels, experts de la politique. Notre activité ne peut se réduire aux élections, et nous devons faire en sorte que notre participation aux élections, aux institutions politiques aille dans ce sens.

3 –**L'obligation d'inscrire dans la durée les campagnes politiques, sociales et écologiques** associant des citoyens, des acteurs des syndicats, d'associations, de partis politiques. Nous voulons agir tout en faisant s'affirmer, dans des débats pluralistes, des solutions communes. Il s'agit ainsi de mettre en valeur et de faire progresser dans la pratique des alternatives au système. La Fédération ne dit pas « nous sommes le creuset » ; mais elle dit « fédérons-nous afin de faire exister, ensemble la dynamique, le regroupement et le stimulant pour les exigences dans les luttes ». Cela prendra certes du temps ; et pour développer cette perspective nous devons constituer un outil plus efficace.

La crise de la représentation politique se traduit à la fois par des partis politiques de plus en plus dépendants du système institutionnel, de plus en plus loin des mouvements sociaux et par une crise de confiance permanente des citoyens (abstention, vote de circonstance et non d'adhésion, absence d'horizon d'avenir, consumérisme politique). Cette crise de la démocratie dans le capitalisme néolibéral conduit à un morcellement du champ politique- comme de la société.

C'est pourquoi la Fédération a choisi de proposer un outil fédératif : des collectifs locaux où chacun/e participe, coordonnés pour s'exprimer et se mobiliser, favorisant la double appartenance à toute autre organisation politique afin de se consolider sans devenir une organisation fermée en compétition avec les autres.

Les courants, organisations et partis qui y participent prennent ainsi l'engagement de travailler à constituer une force politique nouvelle par ses objectifs, ses pratiques, son fonctionnement, en participant pleinement aux débats et en favorisant la constitution des collectifs locaux fédérés.

Pour tous les textes, voir le site :

http://lafederation.org/

II - Dans les luttes revendicatives et électorales contre le pouvoir

Un écart énorme existe entre le rejet du pouvoir de droite et la capacité à le combattre politiquement. Désorientation quant aux objectifs de diverses luttes, masse des abstentionnistes … autant d'expressions de la situation politique. D'un côté, c'est l'absence d'une opposition : on le voit bien avec le PS et nombre de positions d'Europe Ecologie, qui apparaissent trop souvent proches des solutions de gestion de la droite ou s'inscrire dans une fatalité insurmontable.

De l'autre, la gauche de gauche en reste à la compétition d'une série de petites ou plus grandes forces.

Ce panorama finit par être le meilleur soutien pour Sarkozy.

Pour vaincre le pouvoir de Sarkozy, le mettre en échec, le faire reculer, il faut des luttes où s'affirment des propositions de transformation sociales et écologiques et qu'elles soient débattues et portées par toutes les sensibilités, courants, groupes et partis, citoyens et citoyennes qui veulent une alternative indépendante à la gauche du PS et de l'écolo-libéralisme..

Dès maintenant, nous contribuons à la construction des initiatives afin de consolider la portée politique de divers mouvements sociaux et citoyens visant à dépasser les frontières entre social et politique et à dépasser les comportements de délégation de pouvoirs :

- en participant pleinement aux initiatives qui fédèrent les résistances comme les états généraux des services publics et pour les droits aux soins et à de vraies retraites ; la campagne « urgence climatique/justice sociale », la marche mondiale des femmes et du 8 mars, le forum social de juillet.

- en soutenant collectivement, parce qu'elles construisent une exigence d'une autres société et qu'elles ont trop isolées aujourd'hui, les luttes pour le droit à de vrais emplois et aux revenus contre la précarisation, pour la régularisation de sans papiers et l'accès aux droits politiques et sociaux pour tous et toutes, contre les discriminations et pour l'égalité.

Pour la solidarité avec le peuple palestinien dans sa lutte contre la politique coloniale et guerrière d'Israël, nous appelons au développement de la campagne BDS (Boycott, Désinvestissements, Sanctions), qui permet aux citoyens d'être en prise directe sur des situations internationales.

Les enjeux de propriété sont immédiats. Nous refuserons le chantage à la dette, aux « déficits » : cette société est bien assez riche. Par une autre utilisation des richesses matérielles, culturelles, des savoir-faire individuels et collectifs une démocratie réelle peut permettre à une toute autre société de se développer et une meilleure existence pour le plus grand nombre. Nous devons à partir des luttes sociales et citoyennes, mettre en évidence des possibilités pour changer les politiques en matière de logements, de transports, de maintien ou reconversion d'emplois, d'agriculture….

Nous nous prononçons aussi pour faire exister un comité de liaison (peu importe le nom) qui permette d'agir en commun, de débattre, de tracer les perspectives pour les années suivantes, entre toutes les forces indépendantes du PS et des politiques sociales-libérales ou écolos-libérales.

Cela évidemment concerne les organisations avec lesquelles nous avons essayé de constituer une campagne régionale dynamique : Les Alternatifs (membres aussi de la FASE), le FSQP, le PCOF ; les organisations du Front de gauche (PCF, PG, GU) et le NPA. Nous voulons aussi nous adresser à toutes les énergies militantes d'Europe écologie ou des Verts dont les options se rapprochent des nôtres et des secteurs les plus à gauche du PS.

III Pour un renforcement de la Fédération

Il y a un an, l'acte fondateur de la FASE était posé. Après l'expérience des européennes et pendant ces élections régionales, quelques lignes de forces se sont précisées.

Les difficultés répétées depuis 2006 dans la tentative de regrouper les forces à gauche du PS, à l'occasion de trois séquences électorales (présidentielles, européennes, régionales), nous amènent notamment à engager une meilleure structuration et une meilleure visibilité de la Fédération pour une Alternative Sociale et Ecologique, non comme concurrente mais pour porter le plus largement possible le débat sur les nécessaires modifications du champ politique

Nous proposons de fédérer mieux, conforter la FASE : développer les adhésions individuelles en plus des engagements collectifs ; préciser nos formes de fonctionnement

Une Assemblée générale se prépare. Elle aura lieu les 5 & 6 juin. Une réunion du Collectif d'animation national, fin mars (les 27 et 28 mars), fera le point de la situation politique. Il précisera et validera les textes à débattre jusqu'à l'Assemblée générale

Une Université d'été, fin août, est préparée en vue d'avoir plusieurs journées permettant des discussions approfondies et des échanges avec les partenaires politiques.